

a bouleversé notre monde. Elle a restauré le sens de la compassion même au cœur des cyniques les plus endurcis. Elle a suscité un mouvement global et massif d'assistance d'urgence en faveur de l'Afrique. Le système international a prouvé qu'il peut réagir à une telle situation d'urgence avec rapidité, compassion et générosité. Au seul titre de l'aide alimentaire, les pays donateurs auront envoyé environ 11,7 millions de tonnes de céréales vers l'Afrique en 1984-85. Les chiffres sont éloquentes : l'aide alimentaire à l'Afrique subsaharienne représentera la moitié des importations totales de céréales et équivaldra à un sixième de la production céréalière totale de cette région. Est-il besoin de citer d'autres statistiques moroses pour faire ressortir à la fois les conséquences de la sécheresse pour la production agricole et, en corollaire, la dimension du soutien accordé par la communauté mondiale.

L'agriculture n'est toutefois qu'un des volets de la situation critique en Afrique. La situation d'urgence a eu pour effet plus durable de mettre en évidence et d'exacerber de graves problèmes économiques qui se posaient déjà et de limiter de façon draconienne le développement économique. Dans l'ensemble, la Commission économique pour l'Afrique estime que la production totale par habitant, sur le continent africain, a chuté de 10 pour cent de 1980 à 1984, et que la production alimentaire *per capita* se situe à 94 pour cent de ce qu'elle était il y a dix ans. On peut adopter à cet égard une attitude de clinicien et constater que ce manque de croissance réelle de la production a des conséquences défavorables sur la balance des paiements et accélère grandement l'alourdissement de la dette. On peut également adopter une attitude émotive et constater que ces chiffres reflètent une calamité économique monumentale.

Sans verser dans les sermons moralisateurs, il nous faut reconnaître que nous avons tous une part de responsabilité quant aux causes profondes de cette situation. Qu'il s'agisse de politiques mal conçues, de l'insuffisance des investissements (particulièrement dans le secteur agricole), d'une mauvaise gestion, du niveau élevé des taux d'intérêt ou de la stagnation du commerce mondial des produits de base, l'effondrement des bases des économies africaines a fortement aggravé la tragédie. Le défi consiste à inverser la tendance à la baisse de la production totale et à aborder de façon réaliste (certains diraient de façon courageuse) tous ces problèmes économiques interdépendants.

À court terme, l'action que nous menons face à la crise de l'Afrique devrait avoir pour objectifs une reprise immédiate et la mise en place des bases d'un processus à plus long terme de développement. Pour assurer une reprise immédiate, il faut profiter de l'abondance actuelle des pluies, c'est-à-dire fournir des outils et des engrais et accroître les capacités de stockage des produits alimentaires. Le développement à plus long terme suppose une action coordonnée afin de passer de l'étape des secours d'urgence à celle de la sécurité. Un certain nombre de recommandations ont été faites par divers groupes, notamment par le Centre canadien de recherches pour le développement international, par le Groupe d'experts du Sommet sur la situation d'urgence en Afrique et par le Commonwealth. On peut notamment citer certaines des mesures sensées et pertinentes qui ont été recommandées :

- a) améliorer et intégrer les systèmes de détection rapide de divers organismes multilatéraux et de pays africains;
- b) renforcer le système de réaction aux situations d'urgence grâce à une gestion améliorée qui tienne compte des expériences précédentes;